

## Session 28

### Comment la France se positionne-t-elle dans le monde ?

Olivier Pastré

Cercle des économistes

**La France : un pays petit mais costaud.**

**Les clés de l'attractivité**

« Lorsque je me regarde, je me désole ; lorsque je me compare, je me console. » Villiers de l'Isle-Adam a tout compris. Rien de tel que de comparer, de la manière la plus objective possible, sa propre situation à celle des autres pour reprendre espoir. Et, surtout, pour reprendre confiance, fertile levain de l'action.

Je me suis livré à un exercice aussi amusant que révélateur. Plongeant dans mes archives, j'ai exhumé un numéro hors-série du journal *Les Échos* en date du 15 mai 1997 et intitulé « L'audit de la France ». Que pouvait-on penser de la situation de notre pays il y a presque vingt ans quand on se voulait un journal à la fois critique et responsable ? Je n'en ai pas cru mes yeux : « La France devrait reconquérir des parts de marché en 1997 et 1998 » ; « La balance commerciale s'est installée durablement dans les excédents » ; « Politique du franc (eh oui, l'euro n'existe pas encore...) stable : la devise touche les dividendes » ; « Le taux d'épargne des ménages français demeure l'un des plus élevés des pays industrialisés » ; « Budget : la lente décrue du déficit » ; « Sécurité sociale : le lent assainissement des comptes » ; « Investissements : la modernisation des installations largement privilégiées » ; « Les PME ont créé l'année dernière 400 000 emplois nets ». Parle-t-on bien ici de la France ? Quelques articles incitent certes à ne pas perdre tout sens des réalités : « Dette publique : une fuite en avant à peine freinée », ou encore : « Coûts salariaux : parmi les plus élevés d'Europe ». Mais à ces quelques exceptions près, la description de notre économie poussait, en 1997, le lecteur au plus grand optimisme.

Il est amusant de comparer ce sommaire à celui du hors-série 2014 d'*Alternatives économiques*, journal aussi sérieux dans un autre genre, que *Les Échos* : « L'emploi à la traîne » ; « Un vrai problème de compétitivité » ; « Une éducation à refaire » ; « Quand le travail fait mal » ; « Une jeunesse en mal d'horizon » ; « La zone euro malade de ses banques » ; « Le retour de la récession ». Dans ce numéro spécial, sur trente articles, pas un seul ne présente une tonalité un tant soit peu positive.

Comment expliquer un tel changement de décor ? S'agit-il de deux pays différents ? Non. S'agit-il de deux époques différentes ? Bien sûr : la crise est passée par là, qui a imprimé sa marque. S'agit-il aussi de deux états d'esprit différents ? Bien sûr, et c'est là, à nos yeux, l'essentiel. Certes, *Alternatives économiques* se prévaut – à juste titre – d'un esprit critique plus développé que la plupart des médias économiques. Mais là ne peut pas être l'explication d'une différence aussi tranchée entre ces deux audits.

Une part de l'explication des différences entre ces deux audits de la France, très importante selon moi, tient à ce que l'on appelle le « ressenti ». Lorsqu'il fait -2°C le matin au mois de février à Avignon, il suffit que souffle le mistral pour que l'impression vécue par le passant lui fasse percevoir une température de -10 °C.

Toutes choses égales par ailleurs, c'est pareil en économie. Selon l'impression qu'il pourra avoir, le chef d'entreprise investira ou non, et le particulier consommera ou non. Faut-il alors considérer que

les Français sont d'éternels râleurs dépressifs ? Certains sondages peuvent le laisser croire. Quand les Français se montrent deux fois plus pessimistes que tous les autres citoyens de la planète quant aux effets de la mondialisation, on est en droit de se demander si le « génie français » ne comporte pas quelques failles.

Pour introduire la rationalité dans ce débat et pour répondre à la question : « Comment la France se positionne-t-elle aujourd’hui dans le monde ? », il convient de s’interroger sur l’attractivité de notre pays.

Pour juger de celle-ci, il faut se projeter dans une introspection à trois dimensions. Il faut ainsi s’interroger :

- sur les critères objectifs et subjectifs d’attractivité ;
- sur notre perception et sur celle des autres habitants de la planète ;
- et il faut décliner ces interrogations à trois niveaux : au niveau militaire et diplomatique, au niveau économique et au niveau culturel.

Cela ne fait rien moins que douze éclairages sur l’attractivité d’un pays quel qu’il soit.

La première distinction entre réalité et ressenti est peut-être la plus importante. On se trouve ici face à un paradoxe : alors que les chiffres nous amènent à considérer que la France est un pays, petit certes, mais compétitif, nous nous plaignons sans cesse. Au contraire, la plupart des opinions publiques étrangères, alors qu’elles sont confrontées à des réalités françaises urticantes, notamment sur le plan économique (fiscalité pénalisante, droit du travail trop rigide,...), gardent une image « globalement positive » de notre pays. Cette contradiction s’explique, pour partie au moins, par le fait que nos concitoyens sont, à des degrés divers, frappés d’une double maladie : la paranoïa d’un côté, qui les pousse à ne voir que le mauvais côté des réalités concernant leur patrie – le syndrome du train qui arrive en retard et que l’on remarque plus que l’écrasante majorité des trains qui arrivent à l’heure – et la schizophrénie de l’autre, qui les incite à se plaindre des suppressions d’emploi que provoque la désindustrialisation et à se précipiter dans les magasins sur les produits fabriqués en Chine et en Amérique Latine. Si l’on veut se soigner de ces deux maladies, il faut prendre un peu de recul. Quelle est la place exacte de la France sur la scène internationale ?

Sur le plan militaire et diplomatique, une fois que l’on a accepté le fait que nous sommes un petit pays (par la population comme par la richesse relative), on peut être raisonnablement fier de notre nation. Objectivement, si nos exportations d’armement sont conséquents (16 milliards d’euros en 2015, en doublement par rapport à 2014), notre force de frappe militaire (à l’arme nucléaire près) est dérisoire comparée à celle des États-Unis (dix fois moins en volume et deux fois moins en pourcentage du PNB) et, demain, de la Chine. Mais cela ne nous empêche pas de jouer un rôle parfois majeur dans le jeu géostratégique mondial. Cela a été le cas dans notre opposition à la guerre contre l’Irak rêvée par Georges Bush et c’est le cas aujourd’hui dans notre intervention au Mali qui permet à la communauté internationale de désorganiser, à minima, l’offensive des milices djihadistes au cœur de l’Afrique.

Cette position relativement privilégiée de la France s’explique pour partie par le fait que la cartographie des puissances est aujourd’hui de plus en plus multipolaire, ce qui donne à certains « petits » pays, dès lors qu’ils s’appuient sur une volonté politique continue, une influence que ne justifie pas la froide réalité des chiffres.

Sur le plan culturel, il en est un peu de même. La France a un poids qualitatif supérieur à sa « force de frappe » objective. Il faut d’abord commencer par se convaincre que la culture est un élément essentiel de l’attractivité de notre pays. La corrélation entre développement culturel et croissance économique est désormais prouvée et l’effet multiplicateur des dépenses culturelles ne cesse de

croître au-delà d'un certain seuil. La culture en France c'est 500 000 emplois environ et une balance commerciale au beau fixe. Mais c'est plus que cela. C'est aussi et surtout un facteur d'attractivité qui explique une partie au moins des flux économiques et financiers qui contribuent à la (trop faible par ailleurs) croissance française.

Reste le terrain de l'économie. Dans ce registre aussi, il convient d'arrêter de se focaliser sur le verre à moitié vide. Certes, notre pays souffre de handicaps qui nous pénalisent et que des « réformes structurelles » sans cesse repoussées ou affadies ne sont pas encore arrivées, à ce jour, à réduire de manière significative. Les conflits sur la loi Travail en témoignent aujourd'hui de manière particulièrement explicite. Mais reconnaître ces faiblesses ne doit pas nous empêcher de défendre (voire – on peut rêver... – de démultiplier) nos forces. Rappelons à ce propos un certain nombre de vérités bonnes à dire : une dynamique démographique que nous envient les Allemands mais aussi la plupart des pays d'Europe ; une richesse moyenne de nos concitoyens deux fois supérieure à celle des Allemands et de moitié supérieure à celle des Américains ; des leaders mondiaux dans près de dix secteurs d'activité ; une capacité d'innovation souvent mal canalisée mais enviable ; trop de chômage certes, mais des gisements d'emplois inexploités qui ne demandent qu'à l'être mieux. Pas si mal non ? Ça ne « va » peut-être pas beaucoup « mieux » mais ça ne va pas si mal !

La preuve en est que le monde entier nous envie (ce qui ne l'empêche pas aussi de nous critiquer...). Deux preuves parmi d'autres. D'abord la faiblesse des taux d'intérêt qu'exigent, pour notre dette publique (malgré la lourdeur de celle-ci), les investisseurs internationaux : pendant de longs mois au cours des années récentes, ces investisseurs ont même accepté de nous payer pour nous prêter de l'argent... N'est-ce pas la plus belle preuve de confiance ? Ensuite les IDE (Investissements Directs Etrangers) qui sont la preuve quantifiable et donc raisonnablement objective de l'attrait qu'exerce notre pays sur les capitaux étrangers. Certes, on observe une baisse de nombre d'implantation des centres de décision depuis quelques années. Mais, au-delà du fait que certains fleurons de notre industrie, d'Alstom à Technip, en passant par Lafarge, sont récemment passés sous pavillon étranger, ce qui constitue aussi la preuve de notre attractivité, il convient de rappeler que, pour les entreprises de plus de 1 000 salariés opérant en France, une sur deux est une entreprise étrangère, ce qui représente grosso modo 2 millions d'emplois.

Restent les classements réalisés en matière d'attractivité, qui visent à mesurer le ressenti des investisseurs étrangers. Force est de constater que, dans certains classements, la France a perdu des places depuis 2012. Ainsi en est-il, par exemple, de celui de PWC (qui nous classe au 87<sup>e</sup> rang) ou d'Ernst & Young (encore que, dans celui ci, 80% des dirigeants étrangers interrogés jugent l'attractivité de la France « plutôt » ou « très » satisfaisante). Mais d'autres classements, comme celui de Business France ou celui, plus indépendant de la Banque mondiale (*Doing Business* : 28<sup>e</sup> rang), témoignent de l'attrait que continue à exercer notre pays, notamment dans la domaine des nouvelles technologies (un projet d'investissement sur cinq) et de la Recherche (4<sup>e</sup> rang mondial en matière de dépôt de brevets), qui consolide ainsi sa place de troisième pays d'implantation des entreprises étrangères en Europe.

Face à ces évidences, comment expliquer la constance, voire la montée récente, du *french bashing* ? Il est trois « professions » qui, dans ce domaine, s'honoreraient de mener à bien un examen de confiance approfondi : les économistes d'abord qui oublient un peu vite combien ils se sont trompés sur de nombreux sujets, et notamment sur l'annonce de la crise et même sur son explication ; les politiques de tous bords ensuite, qui, tentés par le populisme, s'enferment dans des obstructions qui rendent plus aléatoire toute réforme et donc tout progrès ; les médias enfin, que leur *business model* acculent à une dramatisation des plus infimes dysfonctionnements. Rien d'étonnant à ce que les citoyens (en particulier les moins formés et donc les moins aptes à exercer leur sens critique), encerclés par de tels oiseaux de mauvaise augure, s'abandonnent à une désespérance, mère de tous les extrémismes.

Comment, dans un tel contexte, redonner aux Français une juste vision de ce qu'est leur pays et donc un certain « goût de la France » ? Nous procéderons, pour ce faire par injonction, en gravant dans le marbre six commandements qu'il nous semble impératif de respecter à l'avenir.

– Tu observeras un moratoire sur le *french bashing*. Pour retrouver confiance et donc croissance, il faut cesser de se mal aimer. Arrêtons donc, pendant deux ans au moins, de nous décrier et de décrier la France.

– Pour les élites, dont les lecteurs de ces lignes font partie : tu feras un pas de plus et tu assumeras une vraie fonction pédagogique vis-à-vis de celles et ceux, nombreux et moins privilégiés, qui doutent ou, pire, qui transforment leurs désillusions en réactions nihilistes.

– En termes de comportement : dans la mesure de tes moyens, tu te soigneras contre la schizophrénie qui t'amène à consommer ce qui fait le lit de notre désindustrialisation.

Pour les gouvernements à venir, quels qu'ils soient dès lors qu'ils ne se structurent pas autour de l'exclusion :

– Tu commenceras par remettre en marche l'ascenseur social, par l'éducation, la culture et la politique de la ville. C'est cet ascenseur et lui seul qui recréera, dans le monde qui est le nôtre aujourd'hui, la cohésion sociale sans laquelle il n'est pas de restauration de la confiance.

– Tu simplifieras et tu stabiliseras la réglementation. Sans visibilité, il n'est pas de projet d'avenir envisageable. Pour consommer, investir et exporter, il faut être sûr de soi mais aussi de son environnement. Aux gouvernants d'assurer cette sérénité dans un monde de turbulences.

– Tu donneras toute sa place aux corps intermédiaires (syndicats, ONG, ...). Dans un monde de plus en plus complexe, la politique ne doit pas se construire par le haut, dans les ministères, mais par le bas au travers d'initiatives et d'expérimentations. Pour que cette politique *bottom up* soit un succès, il faut que des relais existent et c'est le rôle dévolu en principe aux corps intermédiaires. À eux d'être pleinement responsables (on en est parfois loin...) et aux gouvernants de leur donner la place qui doit être la leur.

Aux lecteurs de ces lignes de compléter ces six commandements par cinq autres pour battre le record de Moïse. En énonçant ceux-là, ils feront preuve d'ambition pour leur pays et donc pour leurs enfants. C'est à ce prix, somme toute limité, que la France sortira de la crise par le haut et justifiera ainsi le statut international qui a été et qui doit pouvoir redevenir le sien.